



AC 2025 903

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Déploiement d'actions de prévention en santé bucco-dentaire dans les écoles maternelles des Pyrénées Atlantiques

Lot 1 :

**Territoire du Pays Basque et canton du Seignanx
couvert par la CPAM de Bayonne**

Lot 2 :

**Territoire Béarn et Soule
couvert par la CPAM de Pau**

Article 1 : Dispositions générales	2
Article 2 : Objet de l'accord cadre	2
Article 3 : Définition des prestations	2
3.2. Phase de dépistage bucco-dentaire	4
3.3. Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant	4
3.4. Indemnisation des frais de déplacement des intervenants	5
Article 4 : Modalités d'exécution	6
Article 5 : Engagements du titulaire	6
Article 6 : Contrôle des prestations réalisées	7

Article 1 : Dispositions générales

Dans le cadre du dispositif **M'T dents tous les ans !**, l'Assurance maladie déploie des **actions de prévention bucco-dentaire dans les écoles pour les enfants de grande section de maternelle** (dans les zones défavorisées ou les zones à faible recours aux soins dentaires).

Cette action comporte :

- une séance de sensibilisation des enfants à la santé orale sur 1h suivie
- d'une séance individuelle de dépistage bucco-dentaire des enfants.

Les CPAM de Bayonne et de Pau ont fait le choix de déléguer à un prestataire la mission de sensibiliser et dépister les enfants.

Article 2 : Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire (sensibilisation et dépistage) auprès des enfants de grandes sections de maternelle dans les zones défavorisées ou les zones du département des Pyrénées Atlantiques (64) où le recours aux soins dentaires est faible.

Ce département comprend 2 territoires

- Pays Basque et canton du Seignanx
- Béarn et Soule

Chaque territoire fait l'objet d'un lot :

- **Lot 1** pour le Pays Basque et canton du Seignanx couvert par la CPAM de Bayonne.
- **Lot 2** pour le Béarn et Soule couvert par la CPAM de Pau

Article 3 : Définition des prestations

Les prestations confiées au titulaire consistent en la réalisation auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle, de :

- **Séances de sensibilisation à la santé bucco-dentaire accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel.**

Les prestations réalisées doivent être conformes au cahier des charges national mentionné en annexe

A noter : le titulaire devra s'assurer au préalable d'avoir toutes les autorisations nécessaires auprès de l'Education Nationale pour intervenir dans les établissements.

3.1. Phase de sensibilisation à la santé bucco-dentaire

Le titulaire doit

- Prévoir une séance préparatoire avec les enseignants, les directeurs d'établissements et la médecine scolaire. Les sujets évoqués lors de cette séance sont le calendrier des interventions, la définition des modalités d'information des parents, les outils utilisés.

A noter que la médecine scolaire (infirmières scolaires notamment) constitue un lien privilégié avec les parents pour le bon suivi de la santé de l'enfant.

- Intervenir entre le 1^{er} septembre de l'année N et le 31 mars de l'année N+1.
- Partager les messages sur :
 - la nécessité d'un suivi annuel de l'enfant chez le chirurgien-dentiste
 - l'importance de l'hygiène bucco-dentaire (gestuelle du brossage, plaque dentaire, dentifrice fluoré),
 - l'impact de l'alimentation sur la santé bucco-dentaire (réduction du grignotage, limitation de la consommation de sucres : sodas, apports équilibrés), comportements alimentaires qui favorisent le surpoids et l'obésité et sont néfastes pour la santé bucco-dentaire.
 - l'importance de prendre soin des dents (notamment des dents de lait),

Pour la mise en œuvre de cette phase, le promoteur sera chargé :

- d'imprimer les outils spécifiques fournis par l'assurance maladie pour l'animation ,
- de la remise d'une brosse à dents adaptée à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le logo **M'T dents tous les ans !**, accompagnée d'une explication orale sur son utilisation,
- de la remise d'un diplôme par enfant avec sur son verso des messages de prévention
- la remise d'un flyer qui vise à leur rappeler la nécessité de consulter tous les ans le chirurgien-dentiste pour la santé de leur enfant et le fait que le rendez-vous « **M'T dents tous les ans !** » est offert.

A noter : Les enfants relevant de l'AME ou du statut migrant de passage ne sont pas éligibles à l'EBD.

3.1.1. Les messages

1- L'hygiène bucco-dentaire quotidienne : (insister sur les messages suivants)

- se brosser les dents 2 fois par jour pendant 2 minutes avec du dentifrice fluoré et une brosse adaptée à l'âge de l'enfant en insistant sur le brossage avant le coucher,
- se limiter à quatre prises alimentaires par jour (petit déjeuner, déjeuner, goûter et dîner) et ne pas grignoter,
- boire de l'eau pendant et après les repas,
- Se rendre au moins une fois par an chez le chirurgien-dentiste même s'il n'y a pas de douleur.

2- Les repères alimentaires

Une alimentation déséquilibrée favorise le surpoids et l'obésité et sont aussi potentiellement délétères pour la santé bucco-dentaire.

Les recommandations faites aux enfants doivent donc porter sur :

- l'absence de grignotage,
- la limitation de la consommation de sucre et de produits acides (sodas y compris),
- l'impact de l'alimentation sur la santé bucco-dentaire,
- les aliments croquants favorisent le développement de la mâchoire et donc de la parole,
- des apports équilibrés.

3.1.2. Modalités de l'action

L'action en classe doit être d'environ une heure maximum.

Elle doit être adaptée à l'âge des enfants de maternelle.

3.2. Phase de dépistage bucco-dentaire

En complément de la séance de sensibilisation, la mise en place d'un dépistage bucco-dentaire en milieu scolaire est organisée par le Titulaire.

Cette phase de dépistage à la prévention dentaire doit intervenir, dans la mesure du possible, du 1^{er} septembre au 31 mars de l'année N+1 de façon à permettre aux enfants de réaliser leurs soins de suite éventuels avant les vacances scolaires d'été.

Ce dépistage, réalisé à l'école, doit être effectué par un chirurgien-dentiste (libéral, salarié, étudiant en chirurgie-dentaire...), dans des conditions d'hygiène appropriées et dans un local mis à disposition afin d'assurer la confidentialité des échanges.

Seuls les enfants bénéficiant d'une autorisation parentale favorable pour ce dépistage peuvent en bénéficier. Le titulaire doit donc imprimer et remettre aux écoles le formulaire fourni par la CPAM pour recueillir l'autorisation des parents et les informer sur l'action (un modèle de documents est mis à disposition par la caisse). L'autorisation parentale distribuée par l'école aux parents est à remettre à l'enseignant de l'enfant sous pli confidentiel. La CPAM fournira au titulaire des enveloppes fermées avec soit le logo « M'T dents tous les ans ! » ou « assurance maladie » à cet effet.

Le dépistage bucco-dentaire et l'entretien motivationnel aux changements des habitudes de vie auprès des enfants sont réalisés face à face avec le chirurgien-dentiste.

Cela permet de dédramatiser la visite au cabinet dentaire et de faciliter, pour les enfants avec besoin de soins, la réalisation des programmes de soins nécessaires.

Un courrier de résultat est remis aux familles sous pli confidentiel et ce, quel que soit le résultat du dépistage (un modèle est mis à disposition par la caisse) :

- ✓ Pour les enfants sans besoin de soins lors du dépistage, il convient de rappeler que ce dépistage sur place ne se substitue pas à un contrôle régulier chez le chirurgien-dentiste.
- ✓ Pour les enfants avec besoin de soins lors du dépistage, ces enfants sont invités à se rendre chez un chirurgien-dentiste.

A la suite du dépistage, le titulaire doit transmettre les fiches de recueil ainsi que les autorisations parentales de tous les enfants dépistés au service médical de la Cpm sous pli confidentiel.

3.3. Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant

Concernant la phase de sensibilisation à la santé buccodentaire :

Le Titulaire a, à sa charge, la fourniture des brosses à dents.

Les brosses à dents comportent le logo « M'T dents tous les ans ! », signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire.

Lors de la remise, elles sont accompagnées d'une explication orale sur leurs utilisations.

Concernant la phase de dépistage bucco-dentaire :

Le Titulaire a, à sa charge, la fourniture :

- des brosses à dents (une par enfant),
- des sondes, des miroirs dentaires stériles et des gants (un par enfant). Pour l'hygiène, il est rappelé que l'utilisation de ces matériels est à usage unique.

Les brosses à dents doivent comporter le logo « M'T dents tous les ans ! », signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire.

Lors de la remise, elles doivent être accompagnées d'une explication orale sur leurs utilisations.

Le coût de l'opération par enfant (phase de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture de brosses à dents avec le marquage plus la phase de dépistage bucco-dentaire suivi de « l'entretien motivationnel ») ne doit, en aucun cas, dépasser **25 € TTC par enfant toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus**.

A noter : en l'absence d'autorisation parentale, seule la phase de sensibilisation pourra être réalisée et le coût de l'opération par enfant (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture de brosses à dents) ne devra, en aucun cas, dépasser **14 euros TTC par enfant toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus**.

3.4. Indemnisation des frais de déplacement des intervenants

L'indemnisation des frais de déplacement des intervenants est possible sous réserve des conditions suivantes :

1/ L'établissement scolaire où sont réalisées les actions se situe en zones très sous dotées (au sens du zonage ARS utilisé pour les versements des aides conventionnelles aux chirurgiens-dentistes - voir le lien vers carto santé pour une vue affinée par territoires :

[https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z ...](https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z...))

2/ L'indemnisation des frais de déplacement est réalisée :

- Pour un véhicule : sur la base du tarif kilométrique en vigueur multiplié par la distance (nb de km) parcourue entre le domicile de l'intervenant et l'école. A noter, l'indemnisation des frais de déplacement est limitée à 200 kms maximum aller/retour via le Michelin (<https://www.viamichelin.fr/>)
- Pour les transports en commun (train, bus, métro, RER, tramway, autocar) sur présentation d'un justificatif de trajet (pour le train, indemnisation du billet sur la base d'un billet seconde classe ; pour les autres transports en commun sur présentation du ticket/billet).

3/ L'intervenant doit être un chirurgien-dentiste pour la phase de dépistage.

4/ L'intervenant doit justifier de ses frais de déplacement : auprès du titulaire en transmettant le formulaire dédié fourni par la CPAM à la fin des interventions.

Procédure à suivre :

1/ A la fin de chaque intervention, l'intervenant communiquera au titulaire le formulaire dédié.

2/ En mai de l'année N+1, le titulaire effectue la demande à la caisse de rattachement d'une dotation globale au titre de l'indemnisation des frais de déplacement pour l'ensemble de ses intervenants en communiquant à celle-ci le montant global demandé accompagné d'un fichier justifiant des déplacements.

3/ En septembre/octobre de l'année N+1, la CPAM transmet les dotations afférentes au titulaire pour indemniser ses intervenants.

Article 4 : Modalités d'exécution

4.1. Planification des interventions et lieu d'exécution

Le Titulaire informe la CCPAM des dates d'intervention.

Ses interventions sont effectuées au plus tard au 31 mars de l'année N+1 pour les séances de sensibilisation seules et pour les séances de sensibilisation suivie d'un dépistage.

Toutes les actions sont menées dans le département des Pyrénées Atlantiques (64) sur le territoire du Pays Basque et canton du Seignanx (lot 1) et celui du Béarn et Soule (lot 2), dans des écoles situées dans des zones défavorisées ou dans des zones plus éloignées des soins dentaires. La liste des écoles ciblées selon les actions est transmise par la CPAM au Titulaire après notification de l'accord cadre. En cas de refus de certains établissements, le Titulaire avertit la CPAM afin que d'autres établissements lui soient attribués.

4.2. Evaluation du besoin en prestations de sensibilisation et de dépistage

Le nombre d'enfants à sensibiliser et/ou à dépister pour la première année de l'accord cadre **est à minima de :**

Lot 1 → 630 enfants de grandes sections de maternelle pour la sensibilisation

Lot 2 → 612 enfants de grandes sections de maternelle pour la sensibilisation

Le nombre d'enfant a été déterminé en fonction du budget alloué et du montant de la prestation.

4.3. Qualification des intervenants

Le Titulaire s'assure de la compétence des professionnels auquel il fait appel pour ces actions. Il est à même de demander, dans ce cas, les attestations d'inscription à l'ordre de ces mêmes professionnels et de les fournir, sur demande, à la CPAM en cas de contrôle.

L'intervenant doit être un chirurgien-dentiste ou un étudiant en chirurgie dentaire.

La phase de sensibilisation peut être déléguée à une assistante dentaire, une assistante éducatrice ou un animateur santé.

Article 5 : Engagements du titulaire

Le Titulaire s'engage à fournir à la CPAM des éléments relatifs aux conditions de réalisation des actions.

- Déploiement de l'action

- nombre d'établissements et de classes visitées,
- plannings prévisionnels et dates réelles des interventions,
- liste d'enfants sensibilisés,
- liste d'enfants sensibilisés et dépistés par le chirurgien-dentiste,
- lieux et conditions de réalisation du dépistage,

- temps moyen des séances, nombre d'enfants par classe dont l'autorisation parentale a été reçue,
- nombre d'enfants dépistés
- états bucco-dentaires des enfants examinés via les fiches de dépistage à transmettre aux ELSM de la Cpm ainsi qu'une synthèse du nombre d'enfant identifié avec une affection bucco-dentaire/ sans affection bucco-dentaire dont nombre d'enfants ayant besoin de soins en urgence
- évaluation de la satisfaction de l'action par les enseignants.

- Coût de la mise en œuvre de l'action

- montant des dépenses de mise en œuvre de l'action,
- nombre et nature des actions relais mises en place par les personnels de l'éducation nationale,
- moyens humains utilisés : par catégorie professionnelle, nombre de personnes, qualification,

- Observations/ Préconisations

- les freins,
- les leviers.

A l'issue de l'année scolaire, le Titulaire fournit :

- un rapport d'activité (points forts, difficultés rencontrées, solutions mises en œuvre pour les résoudre, écarts constatés par rapport aux objectifs, correctifs apportés..).
- un bilan d'activité par action qui précise les villes, les écoles, les classes ainsi que les méthodes et supports utilisés, le nombre d'enfants ciblés, dépistés et le nombre d'enfants avec affection bucco-dentaire, sans affection bucco-dentaire, absents
- un planning détaillé des actions mises en œuvre sur l'année scolaire.

Article 6 : Contrôle des prestations réalisées

La CPAM a la faculté, à tout moment, par l'intermédiaire de l'un de ses agents dûment habilités de :

- procéder sur place ou sur pièces, à des contrôles. A ce titre, il peut se faire présenter tout document utile pour mener à bien sa mission sans que le Titulaire puisse s'y opposer.
- participer à une séance de sensibilisation/dépistage.

PJ : 1 annexe

Cahier des charges national de l'action de prévention bucco-dentaire dans les écoles